

Extrait du École changer de cap

<https://ecolechangerdecap.net/spip.php?article182>

Forum Social Mondial

Déclaration de l'Assemblée de Convergence sur l'éducation du Forum Social Mondial de Dakar - 2011

- Français - Campagnes et événements -

Date de mise en ligne : dimanche 6 mars 2011

École changer de cap

Assemblée de Convergence pour l'Action

10 Février - Dakar.

Les participants de l'Assemblée d'Éducation du Forum Social Mondial, réunis à l'Université Cheik Anta Diop, de la ville de Dakar, le 10 février 2011, délégués de Mouvements Sociaux, Réseaux Éducatifs, Syndicats Enseignants, Organisations Populaires, Etudiants, pères et mères... aussi bien de portée globale comme régionale et nationale, nous approuvons par consensus les points suivants, résultat de l'accord des agendas de chacune de nos organisations, impliquées dans l'éducation de nos peuples, en accord avec la lettre des principes du Forum Social Mondial :

Nous réaffirmons :

- 1. Le Droit à l'éducation comme droit humain fondamental et en lien étroit avec les droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux (approche transversale).
- 2. La reconnaissance des luttes pour l'éducation des citoyens, pour la démocratie, les nouveaux défis du travail, la justice sociale, l'égalité, dans le cadre de l'éducation tout au long de la vie.
- 3. Une éducation publique sous la responsabilité de l'État, laïque et gratuite, depuis l'éducation infantile jusqu'à l'université, et tout au long de toute la vie, et pour laquelle nous luttons dans des perspectives syndicales, d'associations pères et mères, étudiantes et, en général, de la société civile organisée, en lien au financement public de l'éducation.
- 4. L'éducation incluant toutes les diversités de sexe, ethniques, générationnelles, territoriales, y compris l'éducation rurale, orientation sexuelle, handicap, etc.
- 5. La revendication de la pédagogie de Paulo Freire et d'autres théories pédagogiques basées sur les savoirs locaux, l'éducation populaire et citoyenne et à la récupération de l'histoire des peuples.
- 6. Le développement de stratégies d'encouragement, face à des gouvernements locaux, nationaux, aux organismes internationaux, contre la privatisation et la mercantilisation de l'éducation, du point de vue de l'éducation en tant que droit humain inaliénable.
- 7. Le renforcement du mouvement social qui combat pour l'éducation comme un droit.
- 8. Notre refus de l'impertinence de l'éducation colonialiste, spécialement dans les pays africains, qui il ne reconnaît pas et dédaigne les savoirs et les histoires locales.
- 9. La production de la connaissance appliquée, significative et qui répond aux contextes locaux, sur les problématiques comme la migration, le déplacement liés aux guerres, et toute forme de discrimination, ce qui inclut le droit de s'instruire dans sa propre langue.
- 10. La demande expresse de s'occuper des conditions des élèves et des professeurs qui sont dans des conditions de guerre, exigeant la garantie leurs vies et de leurs droits humains.

- 11. Le renforcement de la lutte par la garantie de meilleures conditions du travail des enseignants en raison de la détérioration des conditions de travail des travailleurs de l'éducation et des conditions d'enseignement.
- 12. Les exigences pour prendre en compte des situations liées à la pertinence (langue propre, programme d'études), l'accès (installations inadéquates), la qualité (éducation centrée sur les potentialités humaines et en harmonie avec la nature).
- 13. La nécessité d'inscrire la lutte pour le droit à l'éducation dans le cadre de la crise du modèle de civilisation, en promouvant la citoyenneté active et la résistance face au modèle imposé par les organismes internationaux. La démocratisation du savoir est un élément de base de la démocratisation de la société.
- 14. L'urgence de doter de contenus significatifs et signifiants au concept de la qualité de l'éducation, accessible à tous sans discrimination, solidaire, tout au long de la vie.

En tenant compte des propositions et des suggestions apparues dans l'Assemblée, nous voulons promouvoir et inviter tous les mouvements et organisations impliqués dans l'éducation partout dans le monde :

- 1. Combattre les organismes internationaux qui promeuvent la privatisation de l'éducation, et les encourager dans la recherche de ressources pour la mobilisation sociale de l'éducation de qualité.
- 2. Échanger des recherches et des expériences pédagogiques et de mobilisation sociale pour le droit à l'éducation universelle, intégrée et de qualité.
- 3. Échanger des savoirs dans le domaine de l'éducation dans tous les niveaux et modalités éducatives
- 4. Soutenir le renforcement du leadership social dans les processus d'impact.
- 5. Inviter les Réseaux mondiaux à offrir un accès aux matériaux éducatifs qui sont produits entre leurs membres.
- 7. Travailler dans une perspective de genre dans l'éducation dans la perspective de la prochaine Conférence Internationale de l'Éducation
- 8. A travailler, dans la perspective de la prochaine Conférence Rio +20, le rôle de l'éducation environnementale.
- 9. A prendre part de l'Assemblée mondiale de l'ICAE.
- 10. A construire des dialogues pour un autre monde possible.
- 11. A fortifier le partenariat syndical avec les mouvement éducatifs.
- 12. A presser sur les gouvernements pour une éducation pour une justice sociale, pour le financement de l'éducation publique, gratuite et de qualité à tous les niveaux.
- 13. A articuler les efforts avec les organisations parentales.
- 14. Prendre part du Congrès latino-américain d'étudiants en octobre en Uruguay, anniversaire de 45 années d'OCLAE (Organisation Des Caraïbes et Latino-américaine d'Étudiants) (11 août)
- 15. Augmenter l'échange des luttes qui mettent en lien les affaires territoriales et locales telles que la migration

avec les sujets de droit, d'accès et de qualité de l'éducation

- 16. Utiliser et développer le software libre, la garantie de longue bande comme droit fondamental des personnes et l'accès à la connaissance libre.
- 17. Construire une plus grande articulation avec la Semaine d'Action Globale qui soutient la Campagne Mondiale par l'Éducation, en articulation avec les Coalitions Nationales pour le Droit à l'Éducation de chaque pays.
- 18. Fortifier les expériences et les recherches depuis l'éducation supérieure universitaire, face au droit à l'éducation et à la contribution à la solution des problèmes éducatifs.
- 19. Privilégier l'éducation en présence avant l'enseignement à distance dans la formation magistrale pour tous les niveaux et modalités des Systèmes Éducatifs.

Post-scriptum :

Point spécial : l'Assemblée d'Éducation, à l'unanimité, a décidé de transmettre au Conseil International du FSM, son rejet le plus absolu à l'attentat à la liberté d'expression qui a atteint la délégation du Peuple Sahraoui durant le dernier FSM.